

Daniel Göler

De la gestion de crise à la force motrice ? La politique européenne de l'Allemagne sous la coalition « feu tricolore »

L'arrivée au pouvoir de la coalition « feu tricolore » en décembre 2021 marque un tournant en matière de politique européenne. Le gouvernement fédéral s'engage résolument pour un développement supranational de l'UE et se distancie ainsi de la tendance de l'ère Merkel à privilégier les solutions intergouvernementales. Par ailleurs, il entend participer plus activement aux débats sur l'évolution future de l'UE, du point de vue de l'approfondissement des institutions et des politiques comme du point de vue de l'élargissement géographique.

Pendant l'ère Merkel (2005-2021), l'Allemagne passait pour une bonne gestionnaire de crise au sein de l'UE. Mais ces dernières années, elle a donné l'impression d'être plutôt hésitante en matière de réformes plus profondes. On attend donc beaucoup du nouveau gouvernement fédéral pour donner un nouvel élan aux débats conceptuels sur l'avenir de l'UE. En effet, les partenaires de la nouvelle coalition formée par les sociaux-démocrates (SPD), Alliance 90/Les Verts et les libéraux-démocrates (FDP) montrent une volonté de réformer substantiellement l'UE. Sont concernés les trois grands axes de développement de l'intégration européenne : l'approfondissement institutionnel, le développement de l'intégration dans différents domaines politiques et l'élargissement géographique.

Oser plus d'intégration : pour une évolution supranationale de l'UE

En matière d'approfondissement institutionnel, l'objectif majeur est celui d'une évolution supranationale. Le contrat de coalition prévoit ainsi le renforcement de la

méthode communautaire et l'extension des droits du Parlement européen. Par ailleurs, les signataires exigent « un suffrage européen uniforme avec des listes partiellement transnationales et un système contraignant de têtes de liste ». Les prises de décision à la majorité doivent en outre devenir la règle au Conseil, notamment en matière de politique étrangère et de sécurité.

Si ces idées sont dans la ligne de la politique européenne traditionnelle de l'Allemagne, qui a toujours prôné une évolution supranationale, elles tranchent aussi avec les tendances intergouvernementales des gouvernements Merkel, qui se sont manifestées par exemple dans la promotion des procédures interétatiques sous l'étiquette « méthode de l'Union ». L'orientation supranationale de la coalition « feu tricolore » est également favorisée par le fait que les deux plus petits partenaires de gouvernement sont plus puissants ensemble que le SPD, ce qui va à l'encontre d'une vision intergouvernementale de la politique européenne centrée sur le Conseil européen et partant, sur le chancelier.

Toutefois, sur les modalités et l'étendue de la mise en œuvre de ses objectifs, le nouveau gouvernement fédéral envoie des signaux contradictoires. Ainsi, le contrat de coalition demande une révision radicale des traités européens par le biais d'une convention constituante et évoque même l'objectif d'une « évolution vers un État fédéral européen ». En revanche, après la clôture de la conférence sur l'avenir de l'Europe en mai 2022, la ministre des Affaires étrangères Baerbock a plaidé pour des réformes de moindre ampleur dans le cadre de la procédure simplifiée de modification des traités.

Enfin ensemble pour l'Europe? La France et l'Allemagne après les élections

N° 1, 21 septembre 2022

Extension politique et élargissement de l'UE

Des différences notables entre les partenaires de la coalition apparaissent dans certains domaines politiques, notamment dans la politique sociale, environnementale, économique et fiscale européenne. Ces divergences s'expliquent aussi par des visions différentes de la politique d'intégration. Le SPD privilégie une Europe sociale, l'Alliance 90/Les Verts une Europe écologique, et le FDP une Europe libérale (fondée sur un marché libre). D'un côté, ces différences compliquent l'adoption d'une position gouvernementale unie, mais elles font aussi que la politique européenne de l'Allemagne ne se réduit pas à une vision déterminée et lui confèrent ainsi une plus grande souplesse au sein de l'UE. Néanmoins, au sein de la coalition, personne ne conteste que de nouvelles compétences doivent être transférées à l'UE ou que le degré d'intégration doit être renforcé dans différents domaines. Mentionnée à plusieurs reprises dans le contrat de coalition, la souveraineté stratégique de l'UE, c'est-à-dire une UE capable de défendre ses intérêts de manière autonome dans des domaines clés, peut être considérée ici comme un leitmotiv supérieur.

Dans le troisième grand axe de poursuite de l'unification européenne aussi, celui de l'élargissement, les partenaires de coalition se positionnent clairement en faveur d'une plus grande intégration et se déclarent favorables à l'élargissement aux six États des Balkans occidentaux. Par rapport à la formulation plutôt prudente du précédent contrat de coalition entre la CDU/CSU et le SPD – « La rigueur avant la rapidité : des attentes claires en matière de respect des critères par les pays des Balkans occidentaux avant leur adhésion à l'UE » –, on voit se dessiner ici une orientation plus favorable à l'élargissement. L'attention géopolitique accrue dont bénéficie le processus d'élargissement et le plaidoyer du gouvernement fédéral pour l'octroi du statut de candidat à l'Ukraine et à la Moldavie ont renforcé cette tendance.

Un large consensus sur la politique européenne

Dans le débat public, les propositions concernant les différents domaines politiques et leurs incohérences ont fait l'objet d'un examen résolument critique. Dans ses grandes lignes, la conception de l'Europe du gouvernement « feu tricolore » a toutefois reçu un écho largement positif, excepté aux marges de l'échiquier politique. Seul l'objectif d'un État fédéral européen a suscité critiques et doutes : doit-il vraiment constituer une perspective concrète alors que le concept d'État fédéral ne joue pratiquement plus aucun rôle dans le débat allemand sur la politique européenne depuis le milieu ou la fin des années 1990 ? Néanmoins, après les crises de ces dernières années, l'objectif d'approfondissement institutionnel et le développement de l'intégration dans certains domaines politiques sont reçus par un environnement politique intérieur plutôt favorable au renforcement de l'Europe. De plus, avec l'attaque de l'Ukraine par la Russie, le développement de la politique de sécurité et de défense commune avec pour but l'autonomie stratégique de l'UE, et la relance de la politique d'élargissement de l'UE, recueillent une approbation en nette progression.

Certes, il existe aujourd'hui en République fédérale – contrairement à ce qui se passait dans les premières décennies du processus d'intégration – un parti populiste de droite et eurocritique, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) ; et le parti de la gauche radicale présente lui aussi des traits fortement populistes et eurosceptiques. Mais ces deux partis ont récemment perdu de leur poids, tant au niveau fédéral qu'au niveau des Länder. L'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), plus grand parti d'opposition, se définit traditionnellement comme le « parti de l'Europe », malgré un électorat aux conceptions très diverses en matière de politique européenne. On peut donc en attendre une opposition à certains projets, mais pas une opposition de fond. Il en va de même pour l'Union chrétienne sociale (CSU) : après

Enfin ensemble pour l'Europe? La France et l'Allemagne après les élections

N° 1, 21 septembre 2022

L'échec d'une campagne électorale assez critique envers l'UE, elle a renoué avec une position plus favorable à l'intégration lors des élections européennes de 2014. Ce large consensus sur la politique européenne contraste avec la situation dans la plupart des autres États membres et devrait permettre à la coalition « feu tricolore » de poursuivre plus facilement ses objectifs en matière de politique d'intégration.

Un signal clair en faveur d'un agenda de réformes

Le nouveau gouvernement fédéral se montre clairement favorable à des réformes de l'UE. Perspective supranationale et fédéraliste, mais aussi relance du processus d'élargissement en sont les principales caractéristiques. L'objectif fondamental d'une UE dotée d'autonomie stratégique rejoint certaines initiatives françaises et pourrait être le point de départ de projets de réforme communs. En l'occurrence, l'extension du vote majoritaire au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne constitue la perspective la plus prometteuse, car la guerre russe contre l'Ukraine met en évidence la nécessité de simplifier les procédures de décision. La politique agressive de la Russie favorise aussi l'intégration dans différents domaines politiques comme la politique énergétique et de sécurité. Il en va de même pour la politique d'élargissement, où l'on observe une nouvelle dynamique.

Pour le gouvernement fédéral, la question fondamentale sera de savoir s'il s'en tient à son agenda de réformes dans le sens d'un développement graduel de l'UE, ce qui permettrait des succès (partiels) à brève échéance mais limiterait la portée des réformes, ou s'il choisit la voie d'un vaste processus conventionnel et constitutionnel, comme le demande le contrat de coalition. Compte tenu de l'urgence, mais aussi de la nouvelle situation politique en France après les élections législatives, qui complique la mise en œuvre de l'ambitieux programme de réformes du président Macron, c'est la

première option qui est la plus probable. Toutefois, même dans cette voie, il y aura des résistances à surmonter. Il est donc important que le nouveau gouvernement fédéral se positionne comme une force clairement réformatrice et signale ainsi, tant sur le plan de la politique intérieure que de la politique européenne, sa volonté d'investir un capital politique significatif dans ce processus de réforme.

Enfin ensemble pour l'Europe? La France et l'Allemagne après les élections

N° 1, 21 septembre 2022

Auteur

Daniel Göler est titulaire de la Chaire Jean Monnet de politique européenne à la faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Passau.

Traduction

Aurélie Duthoo et François Mortier

La série

L'arrivée au pouvoir de la coalition « feu tricolore » en décembre 2021 et les élections présidentielles et législatives françaises en avril et juin 2022 ont donné une nouvelle orientation à la politique européenne franco-allemande. La série « Enfin ensemble pour l'Europe ? La France et l'Allemagne après les élections » examine dans quelle mesure les deux pays pourront – au-delà de leur bonne gestion de la crise de ces dernières années – élaborer une vision commune de l'organisation future de l'Union européenne et la mettre en œuvre. Elle porte un intérêt particulier à la manière dont les ambitions du nouveau tandem franco-allemand sont perçues à Varsovie et à Bruxelles.

Les articles de cette série ne reflètent que les opinions de leurs auteurs. Tous droits réservés. Toute reproduction ou utilisation similaire des travaux de la Fondation Genshagen, y compris sous forme d'extraits, nécessite son accord écrit préalable.

Editeur

Fondation Genshagen
Am Schloss 1
14974 Genshagen
Allemagne
www.stiftung-genshagen.de
institut@stiftung-genshagen.de

© Fondation Genshagen, 2022

Fondation Genshagen

La Fondation Genshagen est une fondation de droit civil reconnue d'utilité publique. Ses fondateurs sont le Land de Brandebourg ainsi que la République fédérale d'Allemagne représentée par la Déléguée du gouvernement fédéral à la culture et aux médias (BKM). Elle encourage le dialogue entre la France, l'Allemagne et la Pologne dans l'esprit du « Triangle de Weimar ». Son principal bailleur de fonds tiers est le Ministère fédéral des Affaires étrangères.

Vous souhaitez soutenir le travail de la Fondation Genshagen ? Devenez membre de l'Association pour la promotion de la Fondation Genshagen (Förderverein Stiftung Genshagen e.V.) ou faites un don en faveur de l'un de nos projets.

Contact : foerderverein@stiftung-genshagen.de

Nos fondateurs :



Die Beauftragte der Bundesregierung
für Kultur und Medien



Auswärtiges Amt